

POUR LE PREMIER MINISTRE RUSSE

Le monde est entré dans une nouvelle guerre froide

Le Premier ministre russe, Dmitri Medvedev, a dressé samedi un constat sombre des relations russo-occidentales, minées par la crise en Ukraine et le conflit en Syrie, estimant qu'elles étaient entrées dans une nouvelle guerre froide, tout en appelant au dialogue.

«Ce qui reste c'est une politique inamicale (...) de l'Otan vis-à-vis de la Russie. On peut dire les choses plus clairement : nous avons glissé dans une période de nouvelle guerre froide», a-t-il déclaré à la Conférence de sécurité de Munich, un forum annuel de décideurs politiques.

«A-t-on vraiment besoin d'un troisième séisme mondial pour comprendre qu'il faut de la coopération plutôt que la confrontation ?», a-t-il martelé.

Revenant sur la politique de l'Union européenne de renforcement du partenariat avec d'ex-

Républiques soviétiques, M. Medvedev a estimé que l'Occident avait créé une «ceinture d'exclusion» de la Russie.

Le partenariat avec l'UE est aux origines du conflit ukrainien qui a entraîné les profondes tensions russo-occidentales, les sanctions contre la Russie et le gel de nombreux espaces de dialogue.

«Créer la c'est difficile (...) mais nous devons commencer», a insisté M. Medvedev, tandis que son ministre des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, réclamait un «retour à la culture du dialogue» et dénonçait «la mode de la russophobie dans certaines capitales».

Le secrétaire général de l'Otan, Jens Stoltenberg, a, lui, affirmé que l'alliance «ne cherche pas la confrontation» et ne veut pas «une nouvelle guerre froide» mais que la Russie «déstabilise l'ordre régional européen».

En réaction, les alliés au sein de l'Otan ont décidé mercredi un «plus grand renforcement de (la) défense collective depuis des décennies» via des équipements

lourds et des troupes alliées envoyées «par rotations» dans les pays de l'Est, selon lui.

Le secrétaire d'Etat américain, John Kerry, lui aussi présent à Munich, a dressé une litanie de reproches à la Russie. Il a ainsi exclu toute levée des sanctions imposées à la Russie en raison de la crise ukrainienne, alors que certains pays européens comme la France visent leur suppression cet été. «Le choix pour la Russie est simple: appliquer pleinement l'accord de Minsk (encadrant le processus de paix en Ukraine) ou continuer à faire face à des sanctions pénalisantes économiquement», a-t-il dit. En retour, Sergueï Lavrov a de nouveau accusé Kiev de «trouver sans arrêt des excuses pour échapper à ses engagements», l'Ukraine tardant à adopter une réforme devant accorder plus d'autonomie aux régions orientales. Si les Occidentaux estiment aussi que les Ukrainiens pourraient faire plus, ils jugent que le soutien militaire russe aux rebelles de l'Est est le principal frein au règlement du conflit ukrainien. A Munich, le président ukrainien Petro Porochenko a lancé une nouvelle salve contre son homologue Vladimir Poutine : «Monsieur Poutine, ce n'est pas une guerre civile en Ukraine, c'est votre



Le Premier ministre russe Dmitri Medvedev.

Photo : DR

agression !».

Malgré ces vifs échanges, une nouvelle rencontre entre représentants russe, allemand, français et ukrainien a eu lieu pour tenter de débloquent le processus de paix. Le ministre allemand des Affaires étrangères, Franz-Walter Steinmeier, a dit espérer qu'il était «clair pour les responsables à Kiev et Moscou que nous n'avons plus beaucoup de temps».

Revenant sur la Syrie, M. Medvedev a insisté sur l'engagement russe à faire réussir la trêve annoncée pour la semaine prochaine par les grandes puissances : «C'est difficile mais il n'y a pas d'alternative». MM. Lavrov et Medvedev ont jugé crucial d'établir des contacts militaires entre Américains et Russes pour

faire réussir la trêve. «S'il n'y a pas de contact quotidien entre les militaires (...) nous ne serons pas en mesure de mettre en œuvre quoi que ce soit», a averti M. Lavrov. Les Etats-Unis, qui reprochent à Moscou de bombardier les rebelles syriens modérés plutôt que les terroristes les plus durs, se sont dit prêts à établir avec les Russes des listes d'objectifs pour des bombardements.

«Il est essentiel que la Russie change de cibles (...) Nous déterminerons (ensemble) ce qui doit être visé, ce qui ne devrait pas l'être (...) parce que, de toute évidence, si ceux qui sont prêts à participer au processus politique sont bombardés, on n'aura pas beaucoup de conversation», a insisté John Kerry.

LIBYE

Le gouvernement italien annonce une aide humanitaire de plus d'un million d'euros

Le gouvernement italien compte octroyer une aide humanitaire d'une valeur totale de 1,4 million d'euros en faveur de la Libye, en proie à une crise humanitaire "critique" qui impliquerait près de 2,4 millions de personnes sur une population de 6,3 millions, indique un communiqué du ministère des Affaires étrangères et de la Coopération d'Italie, parvenu samedi. "L'Italie, en première ligne pour la solution politique du conflit libyen, a consacré un premier paquet d'aides humanitaires d'une valeur totale de 1,4 million d'euros en réponse à la situation humanitaire critique en Libye", précise le communiqué de presse.

Ce fonds vise à soutenir l'action des organisations internationales en Libye dont le Comité international de la Croix rouge (CICR), le Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR) et l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), selon la même source.

"La Coopération italienne allouera une contribution de 500.000 euros en faveur du CICR qui œuvre en étroite collaboration avec le Croissant rouge libyen (LRCS), afin de continuer à fournir une première assistance aux personnes déplacées et aux civils touchés par le conflit (qui secoue le pays depuis 2011)".

Une partie de l'aide "est destinée à soutenir les soins de base, la formation des médecins ainsi que du personnel de la santé", ajoute, en outre, le document.

De plus, le ministère italien des Affaires étrangères a décidé de consacrer un montant

de 450.000 euros pour soutenir les activités du UNHCR en faveur de 1,3 million de personnes, d'après la même source.

L'UNHCR, souligne le communiqué, s'occupe des activités de distribution d'aides humanitaires dans la zone de Tripoli ainsi que dans d'autres régions côtières. Il s'occupe aussi d'enregistrement afin de faciliter l'accès des catégories les plus vulnérables aux services de base et à l'assistance financière pour l'autosuffisance et l'assistance psychologique".

Les Fonds italiens seront employés aussi pour soutenir les activités du Département pour lutter contre la migration irrégulière (DCIM) et contrôler les opérations de sauvetage en mer des gardes-côtes libyens,

indique la diplomatie italienne dans son communiqué.

L'OIM bénéficiera aussi de l'aide italienne avec un montant de 450.000 euros pour soutenir les activités de distribution des produits de première nécessité et de kits hygiéniques en faveur des personnes déplacées ainsi que les interventions de soutien au rapatriement des migrants vers leurs pays d'origine, ajoute le texte.

"La Libye continue à être le principal point de départ et de transit pour la migration irrégulière sur la trajectoire de la Méditerranée de l'Afrique du Nord vers l'Europe. Près de 151.000 des flux d'entrée enregistrés vers l'Italie, environ 90% est parti des côtes libyennes", conclut le communiqué.

TURQUIE

16 membres du PKK tués par l'armée

Seize membres du parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ont été tués lors des opérations sécuritaires dans la ville de Cizre, a annoncé l'état-major de l'armée (TSK).

Seize «terroristes» ont été abattus au cours des opérations portant à 619 membres du PKK éliminés en 59 jours à Cizre, considérée comme un des bastions de rebelles, est entièrement sous contrôle, a indiqué TSK. Toujours à Cizre, 24 corps de terroristes tués lors des précédents jours ont été retrouvés dans 8 bâtiments, ajoute

la TSK, indiquant qu'un total de 189 membres du PKK ont été éliminés à Sur, centre historique de Diyarbakir. Près de 10.000 éléments des forces de sécurité, équipés d'armes lourdes, participent à des opérations contre le PKK dans les provinces de Diyarbakir, Sirnak et Mardin. Les attaques du mouvement rebelle avaient repris après l'attentat-suicide de Suruç, le 20 juillet dernier, qui avait fait 34 morts. Plus de 3.100 militants PKK ont été tués par les forces de sécurité à l'intérieur et à l'extérieur du pays (nord de l'Irak).

AFGHANISTAN

L'armée lance une opération contre Daesh dans l'est du pays

Les forces de sécurité afghanes ont lancé samedi une opération contre des positions du groupe auto-proclamé «Etat islamique» (Daesh) dans la province de Nangarhar (est), a annoncé le ministère de la Défense.

«Les hommes du 201^e corps de l'Armée nationale afghane (ANA) ont lancé une opération militaire conjointe samedi matin en coordination étroite avec la police et l'agence de renseignement nationale dans le district d'Achin, dans la province de Nangarhar», a précisé le ministère dans un communiqué.

Les forces de sécurité devraient aider les milices pro-gouvernementales à déployer des points de contrôle dans les zones voisines du district et l'opération se poursuivra jusqu'à ce que la région soit débarrassée de tout élément de Daesh. «L'aviation fournira également un soutien aérien aux groupes locaux anti-Daesh», ajoute le communiqué. Des dizaines de membres de ce groupe terroriste ont été tués ces derniers mois lors de raids menés par des hélicoptères de combat de l'ANA et des drones des forces américaines dans ce district frontalier du Pakistan.